

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 29 juillet au 30 août 2024

Energie-climat

Londres accueillera un sommet international sur la sécurité énergétique au deuxième trimestre 2025

L'agence internationale de l'énergie, organisation internationale rattachée à l'OCDE, a [annoncé](#) début août qu'elle organisera un sommet international sur la sécurité énergétique au deuxième trimestre de l'année 2025 à Londres. Ce sommet examinera les facteurs géopolitiques, technologiques et économiques affectant la sécurité énergétique à l'échelle nationale et internationale, y compris les enjeux liés à la disponibilité des matières premières critiques pour les technologies bas carbone. Ce sommet avait été initialement été annoncé en août 2023 par l'ancien ministre chargé de l'énergie Grant Shapps, avant d'être reporté *sine die* par sa successeur Claire Coutinho en février 2024.

Le gouvernement sollicite l'avis du Climate Change Committee pour définir l'ambition de sa prochaine NDC

Dans une lettre adressée au *Climate Change Committee* (CCC), le ministre chargé du climat, Ed Miliband, a formellement demandé à l'institution de lui faire une proposition d'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035. L'Accord de Paris requiert en effet que tous les Etats parties présentent leurs ambitions pour 2035 d'ici février 2026. Le ministre a demandé à ce que cet objectif tienne compte du niveau d'ambition fixé par le 6^{ème} budget carbone (2033-37) et précise les différences de périmètre entre la nomenclature nationale et celle de l'UNFCCC. Enfin, le ministre a demandé au CCC d'étudier l'opportunité d'inclure dans la future contribution nationale déterminée (eNDC) du Royaume-Uni les émissions liées au transport international aérien et maritime, déjà incluses dans le périmètre de l'objectif national de 2035 (-78 % par rapport à 1990) mais non incluses dans celui des NDC.

Emissions amont du secteur pétrogazier – Selon le dernier rapport de l'organisation professionnelle [Offshore Energies UK](#), les producteurs de pétrole et de gaz ont réduit de 28 % les émissions de gaz à effet de serre et de 50 % leurs émissions de méthane par rapport à 2018. Ils sont ainsi en phase d'atteindre les objectifs fixés par le North Sea Transition Deal (-10% en 2025, -25% en 2027 et -50% en 2030).

Contentieux sur le champ pétrolier de Rosebank (îles Shetland) – Le gouvernement a annoncé renoncer à sa défense dans le contentieux l'opposant à plusieurs organisations environnementales concernant la non prise en compte des émissions de « scope 3 » dans les études d'impact environnementales de ce projet. Cette décision fait écho aux conclusions d'une affaire similaire dans laquelle le juge avait conclu que l'absence de prise en compte des émissions de scope 3 était illégale.

Energies renouvelables – Le gouvernement britannique a annoncé l'augmentation de 500 M£ du budget alloué au 6^{ème} appel d'offres pour la construction de nouvelles capacités d'énergie renouvelable, portant à 1,5 Md£ le budget total de cet appel d'offres, dont 1,1 Md£ pour l'éolien en mer.

Environnement

Le gouvernement britannique lance une revue de son *Environmental Improvement Plan*

Le gouvernement travailliste a annoncé fin juillet lancer une revue du *Environment Improvement Plan*, conçu en 2023 par le précédent gouvernement conservateur. Elle doit aboutir à une mise à jour d'ici la fin de l'année. Ce document stratégique fixe notamment les 10 grands objectifs de la politique de protection de l'environnement pour les 5 prochaines années. Dans son [rapport de progrès](#) sur la première année d'application du plan, le DEFRA relève une amélioration de certains indicateurs pour 9 des 10 grands objectifs, nuancée toutefois par la détérioration d'autres indicateurs pour 6 des grands objectifs.

Industrie

Le Royaume-Uni est la 12^{ème} puissance industrielle mondiale, en recul de quatre places sur un an

Selon un classement établi par l'association professionnelle [Make UK](#), sur la base des valeurs ajoutées de l'industrie manufacturière pour 2022 (en USD courants), le Royaume-Uni ne compterait plus parmi les dix premières puissances industrielles du monde. Le R-U occupe la 12^{ème} place de ce classement, avec une VA estimée à 217Md£ l'année dernière. Il se trouve notamment derrière le Mexique, la Russie et la France (10^{ème}, et 9^{ème} au précédent classement). Selon Make UK, ces résultats soulignent l'urgence des besoins d'investissement dans l'industrie britannique et de l'adoption d'une stratégie industrielle nationale - que le parti travailliste s'est engagé à mettre en place.

AstraZeneca menace de mettre fin à un projet d'investissement au Royaume-Uni

Selon le *Financial Times*, AstraZeneca pourrait cesser son activité de production de vaccins à Speke, au Royaume-Uni, pour l'implanter aux États-Unis. AstraZeneca rencontrerait des difficultés dans ses discussions avec le gouvernement britannique, la nouvelle Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves souhaitant réduire de 50M£ la subvention de 90M£ qui avait été proposée à AstraZeneca par le gouvernement conservateur pour développer son site (pour un investissement total de 450M£).

Transports

Le gouvernement débloque 10 M£ pour préparer l'entrée en vigueur du nouveau système d'entrée-sortie (EES)

A compter du 10 novembre 2024, les voyageurs non-européens devront enregistrer leurs photos et leurs empreintes digitales avant d'entrer dans l'Union européenne. L'entrée en vigueur de ce nouveau système laisse craindre de longues files d'attente aux principaux points de passage entre le Royaume-Uni et la France, notamment ceux qui sont juxtaposés sur le territoire britannique. En conséquence, le gouvernement britannique a octroyé 10,5 M£ au port de Douvres, au terminal Eurotunnel à Folkestone et au terminal Eurostar à Saint-Pancras pour financer des aménagements visant à limiter les temps d'attente. Ces financements permettront notamment d'aménager une nouvelle zone au port de Douvres pour contrôler l'identité des passagers, qui ne devrait toutefois pas être prête avant avril 2025.

La fréquentation de l'aéroport de Gatwick est en hausse de +7,7% au 1^{er} semestre 2024

L'aéroport londonien de Gatwick, majoritairement détenu par Vinci Airports, a [publié](#) des résultats en forte progression pour le S1 2024. Le trafic s'est établi à 20M de passagers (+7,7%), pour un CA de près de 500M£ (+15%), dont la moitié « d'origine non-aéronautique » (galeries commerciales, parking...). Pour rappel, l'aéroport de Gatwick espère obtenir avant février 2025 l'autorisation du gouvernement pour son projet de construction d'une seconde piste, qui lui permettrait d'accueillir 75M de passagers/an en 2030 (contre environ 40M en 2023).

Le gouvernement approuve le projet d'extension de l'aéroport de Londres City

Dans une première décision sur un grand projet d'infrastructure, le nouveau gouvernement a autorisé l'aéroport de Londres City, situé à proximité du quartier d'affaires de Canary Wharf, à augmenter sa capacité de près de 50% à horizon 2030. L'aéroport prévoit d'élargir les plages horaires sur lesquelles les vols sont autorisés à décoller et atterrir et d'accroître la capacité d'accueil de son terminal, pour la porter à 9M de passagers/an en 2030. Les appareils utilisés devront remplir des exigences renforcées en matière de pollution sonore. La décision du gouvernement intervient après que l'aéroport a fait

appel d'une décision de l'autorité locale dont il dépend, qui avait rejeté sa demande d'extension l'an dernier, jugeant l'impact environnemental de l'expansion trop important. Le gouvernement a jugé que l'extension « n'entraînait pas en contradiction avec les politiques nationales » sur la qualité de l'air. Le Climate Change Committee, organe indépendant chargé de conseiller le gouvernement sur les enjeux climatiques, avait toutefois recommandé un moratoire sur les extensions aéroportuaires avant qu'un cadre national n'ait été mis en place pour « évaluer et maîtriser les émissions du transport aérien ».

Les compagnies britanniques réduisent significativement leurs programmes de vol vers la Chine

British Airways et Virgin Atlantic ont réduit leurs programmes de vol vers la Chine, citant des conditions de marché difficiles, dans un contexte marqué par l'impossibilité pour les compagnies européennes d'utiliser l'espace aérien russe et par une reprise plus lente qu'attendu de la demande entre l'Europe et la Chine. A partir d'octobre prochain, British Airways cessera de desservir Pékin, et Virgin Atlantic mettra fin à sa desserte de Shanghai, seule liaison exploitée par la compagnie vers la Chine.

Un tiers des personnes prévoyant d'acquérir une voiture neuve cette année souhaiteraient acheter une voiture électrique, selon un sondage du think-tank Onward

Le think-tank Onward a publié les résultats d'une [étude](#) menée sur 2100 automobilistes prévoyant d'acquérir une voiture neuve dans les douze prochains mois. 37% d'entre eux souhaiteraient acquérir une voiture électrique, et seuls 24% souhaiteraient acquérir une voiture essence ou diesel (le reste souhaitant acheter une voiture hybride ou n'étant pas encore décidé). Les principales barrières à l'achat d'un véhicule électrique restent le manque de points de charge (cité par 57% des personnes interrogées), le coût initial important et les difficultés pour réaliser de longs trajets (plus de 50%). Pour rappel, la part de marché des VE au R-U s'est établie à 16,5% sur les six premiers mois de 2024.

Mobilité électrique – La banque britannique NatWest a émis 750M€ d'obligations vertes dédiées à son activité de financement et de refinancement de véhicules électriques.

Transport routier – Les travaux d'un futur « hub de recharge » pour poids-lourds ont débuté au port d'Immingham, dans le Nord-Est de l'Angleterre. Le projet est porté par Milence, une coentreprise entre Daimler Trucks, Volvo Trucks et Traton Group. Le hub sera ouvert en plusieurs phases à partir de novembre 2024 ; il comptera dans sa première phase 8 points de recharge ultra-rapide.

Transport maritime – Le transporteur maritime danois Maersk et les britanniques Lloyd's Register (fournisseur de services pour les transporteurs maritimes) et Core Power (spécialiste des systèmes de propulsion maritime) ont initié une étude commune visant à déterminer quels seraient les prérequis réglementaires pour la mise en service de porte-conteneurs propulsés par de petits réacteurs modulaires (SMR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr